

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
DREAL Occitanie
Unité interdépartementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cellule sol Sous-Sol
65000 Tarbes

Tarbes, le 31/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOCLI

Espujos le bosq
65370 Izaourt

Références : 2024-0381-Dp
Code AIOT : 0006801150

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/05/2024 dans l'établissement SOCLI implanté 65370 IZAOURT. L'inspection a été annoncée le 07/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCLI
- 65370 IZAOURT
- Code AIOT : 0006801150
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SOCLI appartient au groupe HeidelbergCement Group regroupant notamment les

sociétés Ciments Calcia, GSM, Tratel, Unibéton...

Le siège social de SOCLI est situé à IZAOURT (65370). Cette société est en activité depuis 44 ans et le site produit de la Chaux depuis 1903. Par arrêté préfectoral n°2003-69-1 du 10 mars 2003, la société SOCLI est autorisée à exploiter une carrière de calcaire à ciel ouvert et une installation de premier traitement de matériaux, ces installations sont situées sur le territoire de la commune d'IZAOURT. La société compte une quarantaine de salariés pour un chiffre d'affaires en 2020 de 15 M€.

Cette carrière a pour objet principal d'alimenter en calcaire l'usine d'Izaourt, installée sur le même site, qui produit une gamme complète de chaux hydrauliques naturelles, liants et mortiers, destinés au Bâtiment et aux Travaux Publics. Une part de la production de granulats est aussi commercialisée pour des usages classiques de chantiers de travaux publics.

L'abattage des matériaux est réalisé au moyen de tirs de mines puis la reprise des matériaux est assurée à la pelle hydraulique et transportée par des tombereaux vers les installations de traitement avant d'alimenter les fours à chaux et la plateforme de transit

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Sécheresse
- Eau de surface
- Explosifs

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
10	Dispositions relatives aux garanties financières	Arrêté Préfectoral du 24/01/2022, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	exploitation-extraction	AP Complémentaire du 04/11/2024, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
12	Bruits et vibrations	Arrêté Préfectoral du 10/03/2003, article 24.7.4	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 10/03/2016, article 3	Sans objet
2	eau	Arrêté Préfectoral du 10/03/2016, article 12	Sans objet
3	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 10/03/2016, article 14,3,2	Sans objet
4	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 10/03/2016, article 15	Sans objet
5	registres et plans	Arrêté Préfectoral du 10/03/2016, article 20	Sans objet
6	Prévention des pollutions ou nuisances	Arrêté Préfectoral du 10/03/2016, article 24.2.1	Sans objet
7	Prévention des	Arrêté Préfectoral du 10/03/2016,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	pollutions ou nuisances	article 24.5.3	
8	Prévention des pollutions ou nuisances	Arrêté Préfectoral du 10/03/2016, article 24.7.6	Sans objet
9	Prévention des pollutions ou nuisances	Arrêté Préfectoral du 03/02/2023, article 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En 2024, la carrière retrouve une activité normale, les mesures complémentaires imposées ont été prises en compte pour l'exploitation du gisement (micro-minage). Il apparaît cependant nécessaire que l'exploitant conduise des actions correctives. Un délai d'un mois est laissé à l'exploitant pour produire les éléments demandés.

Les attentes de l'inspection visent les sujets suivants:

- les garanties financières
- le suivi géotechnique de la carrière
- le bruit en zone à émergence réglementée.

L'inspection se réserve la possibilité de proposer au préfet de mettre en demeure l'exploitant en cas de non respect des délais ou d'absence de production des justificatifs ou actions correctives attendus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2016, article 3
Thème(s) : Situation administrative, production
Prescription contrôlée : La production maximale annuelle est limitée à 300 000 tonnes.
Constats : L'exploitant a déclaré sa production 2023 à 81500 tonnes, soit inférieure aux 300000 tonnes autorisées. La production est préférentiellement destinée à l'alimentation de l'usine de fabrication de chaux attenante. Les matériaux non utilisables par l'usine, sont valorisés en granulats pour un usage BTP-VRD. Ces derniers sont stockés sur une plateforme de transit dont l'exploitation est confiée à une entreprise extérieure. L'inspection a constaté la présence d'enrochements pour des usages internes au site (stabilisations de talus ou pistes) ou externes. L'inspection précise à l'exploitant que ces matériaux doivent être spécifiquement déclarés en production dans l'application GEREPE.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2016, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, prélèvement
Prescription contrôlée : Le débit de pompage dans l'Ourse sera inférieur à 8m3/h. Un compteur - totaliseur plombé et régulièrement vérifié sera implanté au niveau du dispositif de prélèvement de l'Ourse
Constats : L'exploitant a précisé qu'il n'effectuait pas de prélèvement pour l'exploitation de la carrière. Par ailleurs, les eaux de ruissellement sont collectées dans des bassins et réutilisées pour le rabattement des poussières pour les installations de traitement des matériaux sur l'emprise de l'usine.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Conduite de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2016, article 14,3,2
Thème(s) : Risques chroniques, extraction
Prescription contrôlée : Les limites de l'exploitation, y compris les travaux de décapage, sont constamment maintenus à une distance minimale de 10 mètres des limites du périmètre de la zone autorisée.
Constats : L'inspection pour la zone inspectée (front d'exploitation en cours) banquette 615-600 NGF a constaté le respect de la distance minimale horizontale de 10 mètres avec la limite du périmètre de l'autorisation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Conduite de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2016, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, remblayage
Prescription contrôlée : Les remblaiements sont effectués uniquement avec des matériaux de découverte du site.
Constats :

L'inspection n'a pas constaté la présence de matériaux externes au site, ce point est confirmé par les déclarations de l'exploitant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : registres et plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2016, article 20

Thème(s) : Situation administrative, plan d'exploitation

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit et met à jour au moins une fois par an un plan à l'échelle 1/1000è ou à une échelle plus grande, sur lequel figurent :

- les limites de la présente autorisation ainsi qu'une bande de 50 mètres au-delà de celles-ci
- les bords des fouilles et les dates des relevés correspondants successifs
- les cotes NGF des différents points significatifs
- les zones remises en état avec une symbolisation spécifique pour chaque type de terrain réaménagé et les pentes des talutages définitifs exécutés
- la position des ouvrages à préserver tels qu'ils figurent à l'article 20 ci-dessus

Constats :

L'exploitant a transmis postérieurement à la visite, le plan d'exploitation de la carrière. Toutefois, une version provisoire du plan a été présentée au cours de l'inspection.

L'étude du plan fait apparaître que les zones remises en état ne sont pas reportées. Cette prescription figure à l'article 15 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières. L'inspection demande à l'exploitant de faire figurer les zones remises en état sur le plan d'exploitation, par ailleurs, il serait utile de préciser les limites des différentes phases.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention des pollutions ou nuisances

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2016, article 24.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, eaux rejetées canalisées

Prescription contrôlée :

24.2.1 Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel après le bassin de décantation puis le bassin de recyclage (eau utilisée pour l'hydratateur de l'usine à chaux), seront contrôlées annuellement et respectent les prescriptions suivantes :

- le pH est compris entre 5,5 et 8,5
- la température est inférieure à 30° C
- les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF T 90 105)
- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) à une concentration inférieure

<p>à 125 mg/l (norme NF T 90 101)</p> <p>-les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF T 90 114).</p> <p>Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt quatre heures. En ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.</p> <p>La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a déclaré ne pas avoir de rejets vers le milieu naturel ; les eaux collectées de la carrière sont intégralement recyclées pour le fonctionnement de l'usine.</p> <p>L'inspection a constaté que l'exploitant réalisait des travaux dont l'objet consiste à augmenter les volumes des bassins de rétention des eaux pluviales en partie basse du site sur le périmètre de l'usine.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Prévention des pollutions ou nuisances

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2016, article 24.5.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout brûlage à l'air libre de déchets est interdit.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection n'a pas constaté de brûlage de déchets sur le site. Il est rappelé à l'exploitant que les emballages non exempts de matières pyrotechniques sont à évacuer vers une installation de traitement adaptée et autorisée à les traiter.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Prévention des pollutions ou nuisances

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2016, article 24.7.6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Tirs de mines</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lors des tirs de mines, l'exploitant fait procéder à un contrôle des vitesses particulières pondérées dues à son activité dès le début de l'exploitation de la carrière et ensuite périodiquement, tous les deux ans, et chaque fois que l'inspecteur des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement en fera la demande.</p> <p>Pour les constructions avoisinantes, la vitesse particulière pondérée maximale est fixée à 10 mm/s.</p>

Cette vitesse particulière pondérée s'obtient pour un signal mono fréquentiel, en pondérant (amplification ou atténuation) la valeur mesurée par le coefficient lié à la fréquence correspondante et résultant du tableau figurant dans l'article 22.2 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé relatif aux carrières.

Si nécessaire, l'inspecteur des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement peut demander une analyse spectrale détaillée et un calcul de la vitesse particulière pondérée point par point.

On entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments.

En outre, le respect de la valeur limite est assuré dans les constructions existantes à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones autorisées à la construction par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.

Constats :

L'exploitant procède au suivi des vitesses particulières pondérées à chaque tir de mines, ainsi la fréquence de mesure prévue par l'arrêté préfectoral fixée tous les 2 ans est respectée.

L'exploitant a présenté les résultats des dernières mesures opérées, aucun dépassement des vitesses particulières ou de surpression acoustique n'est relevée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Prévention des pollutions ou nuisances

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2023, article 3

Thème(s) : Risques accidentels, microminage

Prescription contrôlée :

Au point «Méthode» du paragraphe «Exploitation-extraction» de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 65-2016-11-04-017 du 4 novembre 2016 modifiant l'article 14 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2003-69-1 du 10 mars 2003 modifié est ajouté un deuxième alinéa ainsi rédigé:

«Pour l'exploitation du gisement sur les dix derniers mètres de la banquette en exploitation pris horizontalement depuis la crête du versant Est de la carrière, l'exploitant doit respecter les dispositions minimales suivantes:

la hauteur des fronts d'abattage est limitée à 2,5 mètres;

le micro-minage est réalisé exclusivement avec des explosifs de type «encartouchés» complétés par du «cordeau détonant» pour les deux rangés les plus proches du versant»; ,

dans cette zone, les conditions de minages sont conformes à celles proposées par le tiers expert dans ses rapports référencés SIMI 22-061, SIMI 22-204 et SIMI 22-255;

un point de mesure de vibrations est mis en place côté versant lors des tirs de mines, en vue d'évaluer de permettre l'évaluation par une personne compétente dans le domaine, du risque de chutes de pierres ou de blocs ou d'éboulements rocheux dans ce secteur. Les tirs de mines sont adaptés aux résultats des mesures et des conclusions de l'évaluation du risque. Ces éléments sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection;

préalablement aux tirs, l'exploitant s'assure de l'absence d'instabilités dans le versant et de l'intégrité des filets pare-blocs;
l'exploitant prend les mesures nécessaires à la protection des biens et des personnes, notamment pour les résidences et la circulation routière présents en contrebas du versant de la carrière. Le cas échéant, les mesures de restriction de la circulation sont prises en accord avec le(s) gestionnaire(s) de la voirie.

Constats :

L'inspection a vérifié le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral, les éléments présentés par l'exploitant (dossier de minage) permettent de confirmer la bonne mise en œuvre de ces dispositions.

L'inspection visuelle du versant de la carrière concernée par le risque de basculement rocheux lors des tirs de mines a permis de constater :

- L'absence de matériaux nouveaux dans le versant
- La présence des filets pare-blocs dans le versant à trois niveaux altimétrique différents
- La couverture du versant par un tapis anti-projection (non imposé) en mesure complémentaire

Enfin, les matériaux maintenus dans le versant à la suite de l'accident de tir de mine de 2022 et fixé par un filet ont été purgés lors de l'exploitation descendante.

L'inspection ne relève pas d'écart par rapport aux prescriptions.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Dispositions relatives aux garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2022, article 2

Thème(s) : Situation administrative, montants des garanties financières

Prescription contrôlée :

Les montants des garanties financières figurant à l'article 6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 novembre 2016 susvisé sont modifiés comme suit :

« La valeur de l'indice TP01 retenue pour le calcul est de : 112,1 (février 2021).

Le montant est fixé à :

phase 4 (2021 - 2023) : 328 907 euros TTC,
phase 5 (2023 - 2028) : 385 857 euros TTC,
phase 6 (2028 - 2033) : 383 826 euros TTC. »

Constats :

L'exploitation devait être en phase 5 en 2023, compte tenu des retards d'exploitation lié aux événements accidentels survenus en 2022, il apparaît que l'exploitation est en fin de phase 4 (cote 555 NGF). Le montant des garanties financières prévu par l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 janvier 2022 pour la phase 4 s'élève à 328 907€ à l'index TP01 de 112.5 (février 2021).

Le dernier acte de cautionnement transmis par l'exploitant date de 2020, il porte sur un montant de garanties financières de 368250 € et couvre la période jusqu'au 09 mars 2025.

Considérant que l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2016 n'est plus en vigueur, que l'acte de cautionnement fourni ne vise pas les références de l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 janvier 2022.

L'exploitant est tenu, **sous un mois**, de transmettre aux services préfectoraux l'original de l'acte de cautionnement pour la phase 5 correspondant à la période 2023-2028, le montant pris en considération pour le calcul des garanties financières à cautionner est de : 385 857 euros TTC avec l'indice TP01 de février 2021 à 112,1.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est tenu, sous un mois, de transmettre aux services préfectoraux l'original de l'acte de cautionnement pour la phase 5 correspondant à la période 2023-2028, le montant pris en considération pour le calcul des garanties financières à cautionner est de : 385 857 euros TTC avec l'indice TP01 de février 2021 à 112,1.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : exploitation-extraction

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/11/2024, article 3

Thème(s) : Risques accidentels, Suivi du site

Prescription contrôlée :

Suivi du site

[...]

adresser annuellement au préfet des Hautes-Pyrénées un bilan géométrique de la carrière (pendage des fronts, pente intégratrice , largeurs des banquettes, stabilité générale,...)
effectuer un suivi à l'avancement réalisé par un géotechnicien: fréquence au moins annuelle, à chaque ouverture d'un nouveau front et avant la remise en état des anciens.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a précisé que le rapport géotechnique attendu n'était pas finalisé, que les événements de 2022 ont eu des conséquences sur l'avancement de l'exploitation de la carrière en 2023 et qu'ils ont entraîné du retard dans la production des éléments attendus. L'inspection demande communication, **sous un mois**, du rapport du géotechnicien sur les points prévus par le référentiel cité, accompagné le cas échéant de ses commentaires et actions

correctives prises ou à venir.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande communication, sous un mois, du rapport du géotechnicien, sur les points prévus par le référentiel cité, accompagné le cas échéant de ses commentaires et action correctives prises ou à venir.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Bruits et vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2003, article 24.7.4
Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux acoustiques
Prescription contrôlée : Les niveaux limites à ne pas dépasser en limites de propriété pour les différentes périodes de la journée sont donnés par le tableau suivant: Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A) Jour 07h30 à 18h30 (22h en cas de chantiers exceptionnels) 65 dB(A) week-end et jours fériés Exploitation interdite En dehors des tirs de mines, les bruits émis par l'installation ne doivent pas être à l'origine d'une émergence supérieure à : si le niveau de bruit ambiant est supérieur à 35 dB (A) et inférieur ou égal à 45 dB (A) : - 6 dB(A) pour la période de jour allant de 7 h à 22 h, sauf dimanche et jours fériés, si le niveau de bruit ambiant est supérieur à 45 dB (A) : - 5 dB(A) pour la période de jour allant de 7 h à 22 h, sauf dimanche et jours fériés, L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'établissement). Les mesures des émissions sonores sont effectuées selon les dispositions de la norme AFNOR NF S 31-100 complétées par les dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 précité.
Constats : L'exploitant a présenté les mesures de bruit réalisées par KALIES en date du 06 juillet 2023. Les mesures ont été réalisées en tenant compte du fonctionnement de la carrière seule, de l'usine seule et de l'ensemble en fonctionnement. Il ressort du rapport que dans toutes les configurations le seuil de bruit en limite de propriété au point S7 est dépassé. Pourtant le seuil admissible en limite de propriété pour la carrière est fixé à 65 dB(A) sur les horaires de fonctionnement de la carrière. Par ailleurs, le rapport de mesure indique une émergence à 8,4 dB(A) en zone à émergence réglementée pour un maximum à 5 dB(A) lorsque l'usine est à l'arrêt. L'inspection demande à l'exploitant de produire sous un mois le plan d'actions correctives qu'il compte mettre en œuvre pour remédier à cette situation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'inspection demande à l'exploitant de produire sous un mois le plan d'actions correctives qu'il compte mettre en œuvre pour remédier à cette situation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois